

LesEchos.fr

Nucléaire : état d'urgence pour Areva

VERONIQUE LE BILLON / CHEF DE SERVICE ADJOINTE | LE 23/02 À 08:39, MIS À JOUR À 17:28



La direction a déjà confirmé en janvier 100 suppressions de postes cette année dans l'activité de recyclage de l'usine de La Hague - AFP

Le groupe a publié une perte provisoire historique de 4,9 milliards. La perte opérationnelle se chiffrerait autour de 1,3 milliard d'euros.

ARTICLE(S) ASSOCIÉ(S)

EDF et Areva remettent à plat leurs relations

L'heure de vérité a sonné pour Areva. Pour mettre un terme aux rumeurs des derniers jours sur l'étendue de ses pertes l'an dernier, le groupe nucléaire a annoncé lundi, que « les éléments financiers préliminaires et non audités [...] font ressortir un résultat net consolidé part du groupe négatif, de l'ordre de 4,9 milliards d'euros ». Les comptes de l'exercice 2014 seront définitivement arrêtés le 3 mars, veille de la présentation du nouveau « plan de compétitivité » du groupe et de sa feuille de route stratégique.

Cette perte est un gouffre au regard de l'activité d'Areva : elle a représenté près de 60 % de son chiffre d'affaires (8,34 milliards d'euros). Alors qu'Areva était, à fin juin, endetté à hauteur de 4,7 milliards d'euros, le groupe va aussi se retrouver avec un niveau de fonds propres nettement négatif (en norme IFRS), ceux-ci s'établissant à 4 milliards d'euros à fin juin.

Nouvelles provisions sur l'EPR finlandais

La perte affichée est, pour une large part, la conséquence de nouvelles provisions comptables et de dépréciations d'actifs, liées à un marché nucléaire déprimé, mais aussi aux difficultés d'Areva à mener dans les temps et les budgets ses chantiers. Sans en préciser le montant, Areva évoque une dépréciation de la valeur de son usine Comurhex 2. Chargée de la conversion de l'uranium, la construction subit retards et surcoûts alors que le marché s'est dégradé et que son principal client, EDF, s'est tourné vers des fournisseurs russes et canadiens. La dépréciation pourrait atteindre, selon une source syndicale, plusieurs centaines de millions d'euros. Le groupe, qui disposait à fin juin de 1,27 milliard d'euros d'impôts différés, affichera aussi une **perte de valeur** fiscale.

Le groupe acte aussi de nouvelles « provisions pour perte à terminaison et risques sur projets de construction ou de modernisation de réacteurs », notamment sur l'EPR finlandais d'Olkiluoto (OL3). Des provisions sont également passées sur le réacteur de recherche Jules Horowitz en construction à Cadarache (Bouches-du-Rhône), dont le budget initial a été au moins doublé, autour de 1 milliard d'euros, et qui fait l'objet d'un contentieux avec le Commissariat à l'énergie atomique, client et premier actionnaire d'Areva. Au-delà de ce nettoyage comptable massif, la perte opérationnelle du groupe se chiffrerait elle autour de 1,3 milliard d'euros, selon une source syndicale.

Quelle stratégie ? Quelle réorganisation ?

En actant une telle perte, Areva espère solder les comptes du passé et repartir sur des bases assainies. Cela sera-t-il suffisant ? En arrivant fin 2011 aux commandes d'Areva, le successeur d'Anne Lauvergeon, Luc Oursel (décédé fin 2014), avait déjà inscrit une perte historique de 2,4 milliards d'euros au titre de l'exercice 2011. « On n'est pas à l'abri de provisions supplémentaires sur les projets en cours », note ainsi un analyste financier. Car le groupe n'a toujours pas fait la démonstration de sa capacité à signer des contrats moins risqués ni à les mener dans les délais et le budget convenus. En Finlande, TVO et Areva n'ont toujours pas trouvé d'accord pour sortir de leurs différends. Et dans son prérapport resté confidentiel, la Cour des comptes avait jugé que le contrat de construction sur les deux îlots nucléaires des EPR de Taishan (Chine) dégagerait une marge nette négative –une analyse contestée par le groupe.

S'il a ouvert en chute de 3 %, le cours du titre n'a guère bougé lundi. « Que ce soit 2 ou 4 milliards d'euros, cela ne change pas fondamentalement l'histoire : on attend maintenant le message stratégique, la vision de l'activité à 4-5 ans et le plan de réorganisation de l'entreprise », explique un analyste. Le groupe devrait annoncer rapidement des efforts sur ses frais de fonctionnement et, symboliquement, le renoncement des membres du comité exécutif à leur rémunération variable au titre de 2014. ●

@VLeBillon